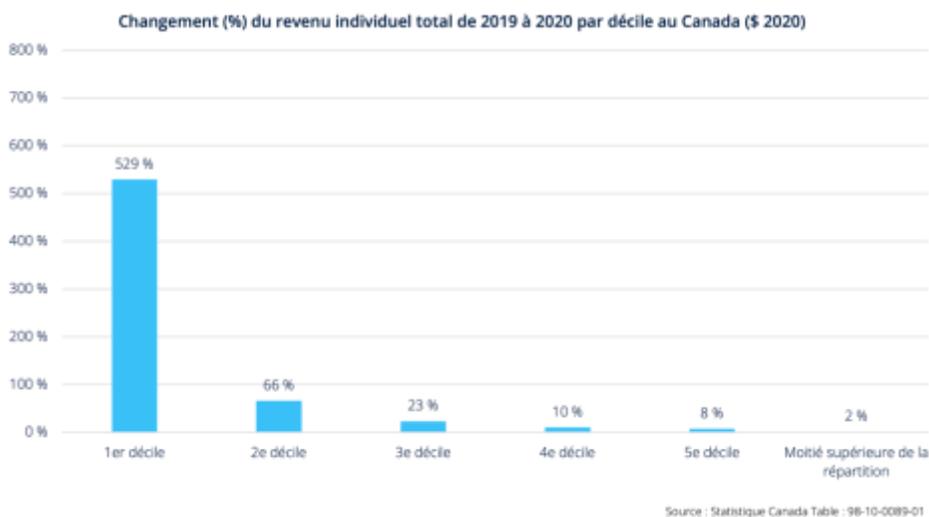


Comprendre les données 2021 sur les besoins impérieux en logement

Les données du recensement 2021 ont été recueillies en mai 2020 lors de la première phase de la pandémie de la COVID-19, alors que le gouvernement fédéral distribuait la prestation canadienne d'urgence (PCU). Entre mai et septembre 2020, [35,2 % de tous les travailleurs canadiens qui avaient gagné au moins 5000 \\$ en 2019 ont reçu des versements de la PCU, jusqu'à un maximum de 14 000 \\$. Les travailleurs à faibles revenus étaient les plus susceptibles de recevoir cette allocation.](#)

Temporairement, le revenu des ménages au plus bas de l'échelle a augmenté de 529 % entre 2019 et 2020. Après la PCU, certains ménages ont reçu de l'assurance-emploi (qui donne 100 \$ de moins par semaine que la PCU). Le Centre canadien de politiques alternatives prévoyait alors que [presque les trois-quarts des personnes ayant reçu la PCU seraient dans une situation plus difficile après avoir reçu de l'aide qu'avant.](#)



Dans chaque communauté, les ménages les plus pauvres sont ceux qui ont les plus grands besoins en habitation et, au moment où le recensement s'est déroulé, les revenus de ces ménages étaient drastiquement augmentés.

On doit se rappeler que, dans presque toutes les collectivités canadiennes, la PCU a entraîné une diminution artificielle des besoins impérieux en logement. Plus encore, le contexte économique de 2021 à 2023 a été beaucoup plus volatile dans plusieurs communautés canadiennes si bien que plusieurs d'entre elles ont connu une augmentation dramatique des coûts liés à la maison, des loyers et des dépenses, ce qui doit être considéré dans l'évaluation de ces données.

Même en ignorant toutes ces considérations qui impliquent une importante sous-évaluation des besoins impérieux en logement, le Canada fait face à un déficit réel de plus de 1,4 million de logements dont 1,1 million devrait coûter 1 050 \$ par mois ou moins.